

M. Lewis: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. J'étais sûr que le ministre conviendrait de la qualité du rapport du comité des prix à la consommation de la Chambre des communes et du Sénat. Je crois qu'il en a rédigé une partie.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Somme toute, c'était lui le président.

M. Lewis: Oui, c'était lui le président. J'aimerais demander au ministre si ses modifications influent d'une manière quelconque sur des problèmes comme les programmes des filiales canadiennes, des entreprises multinationales des États-Unis, concernant l'envoi de biens ou de fonds à leurs compagnies mères ou sur les programmes éventuels dans le domaine du commerce avec l'étranger et ainsi de suite; ou bien les modifications concernent-elles seulement les renseignements à divulguer?

L'hon. M. Basford: Monsieur l'Orateur, certains des problèmes soulevés par le député ne sauraient vraiment relever d'une loi sur les compagnies ou d'une loi sur les corporations. Les modifications que je vais rédiger et présenter concerneront uniquement les dispositions juridiques qui servent de cadre à nos compagnies et, plus précisément, à celles qui reçoivent des lettres patentes en vertu de la loi sur les corporations canadiennes.

[Français]

LE CODE CRIMINEL

ON SUGGÈRE DE RETRANCHER L'ARTICLE
RELATIF À L'AVORTEMENT

M. Bernard Dumont (Frontenac): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au très honorable premier ministre.

Pour que les relations diplomatiques avec le Vatican soient établies d'une façon convenable, a-t-il l'intention de collaborer avec le ministre de la Justice pour faire retrancher l'article légalisant l'avortement du bill omnibus?

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LE
VATICAN—POSSIBILITÉ DE DÉSACCORD

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, la question que je vais poser au premier ministre est personnelle. Elle a trait au projet de représentation au Vatican. Je désire souligner que je suis le seul membre de la Chambre qui a eu l'hon-

neur de se voir accorder deux audiences par les papes, l'une avec Jean XXIII et l'autre avec Paul VI. (*Applaudissements*). Je conçois qu'il y ait du pour et du contre, mais le premier ministre ne se rend-il pas compte que le premier ministre King, le premier ministre St-Laurent, le premier ministre Pearson et moi-même avions estimé que l'envoi de représentants diplomatiques au Vatican désunirait notre pays? Ne se rend-il pas compte, à la suite des arguments apportés aujourd'hui par le député d'York-Sud, que la décision entraînera au pays une division qui aura des répercussions énormes et graves?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ne suis pas sûr que la question de l'honorable représentant soit personnelle, mais elle prête certes à controverse. Toutefois, étant donné l'intérêt manifesté à la question, le premier ministre voudra peut-être y répondre.

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): A votre gré, monsieur l'Orateur. Si le très honorable représentant voit juste lorsqu'il dit que cette initiative divisera notre pays en deux camps, le gouvernement devrait alors s'abstenir d'échanger des représentants avec le Vatican. Mais j'ai lieu de douter qu'il ait bien diagnostiqué la réaction des Canadiens à ce propos.

LES SPORTS

LA LIGUE NATIONALE DE HOCKEY—POSSIBILITÉ DE TRANSFERT À BUFFALO DE LA CHARTE D'OAKLAND

M. Ray Perrault (Burnaby-Seymour): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Corporations et de la Consommation. Tout semble indiquer que le bureau des gouverneurs de la Ligue Nationale de Hockey s'apprête à approuver le transfert à Buffalo de la charte d'Oakland, contrairement à l'engagement qu'il a déjà pris d'accorder à Vancouver la prochaine charte. Or, le gouvernement songe-t-il à prendre des mesures à cet égard?

M. l'Orateur: Je ne sais dans quelle mesure cette question est urgente, mais je sens que les députés aimeraient entendre la réponse du ministre.

M. Baldwin: Faites sortir le ministre du banc des punitions.

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, ce que je pense de la manière d'agir des gouverneurs de la Ligue nationale de hockey est de notoriété publique. J'ai dit que je